Politique de confidentialité

MODÈLE À PERSONNALISER - CADRE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Recherche arrêtée au 2 novembre 2026 • Version du modèle : 1.0

Ce document est un modèle de rédaction, non une attestation de conformité. Remplacez tous les champs [À COMPLÉTER], choisissez une seule variante et supprimez les modules sans objet. Les annexes de préparation et références ne font pas partie du texte destiné au public. La publication suppose une vérification des pratiques réelles et des règles propres à l'activité. Voir le guide inclus dans le pack.

1. Objet et responsable du traitement

La présente politique explique comment [EDITEUR_JURIDIQUE] traite les données personnelles dans le cadre de [NOM_APPLICATION], accessible à [URL_APPLICATION]. Dernière mise à jour : [DATE]. Version : [VERSION].

Responsable du traitement : [NOM / DÉNOMINATION, FORME JURIDIQUE ET ADRESSE]. Contact vie privée : [EMAIL_VIE_PRIVEE]. Adresse postale : [ADRESSE]. Si un délégué à la protection des données a été désigné : [COORDONNÉES DU DPO]. À défaut, le contact indiqué est notre interlocuteur pour la protection des données.

En Polynésie française, les traitements relèvent de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, notamment de ses dispositions ultramarines et de ses renvois aux règles issues du RGPD. Si le RGPD est directement applicable à certaines activités en raison de son champ territorial, ses exigences s'appliquent également dans ce cadre.

2. Personnes concernées et données collectées

Cette politique concerne les visiteurs, titulaires de comptes, personnes contactant l'assistance et, lorsque ces fonctions existent, contributeurs et clients. Nous limitons les données demandées aux besoins des services effectivement proposés.

Selon votre utilisation, nous traitons : identité et coordonnées [LISTE EXACTE] ; données de compte [PSEUDONYME, EMAIL, EMPREINTE DU MOT DE PASSE, RÔLES] ; préférences [LISTE] ; données techniques [ADRESSE IP, HORODATAGES, NAVIGATEUR, ÉVÉNEMENTS DE SÉCURITÉ] ; échanges avec l'assistance [CONTENU ET PIÈCES JOINTES] ; contenus publiés [TEXTES, IMAGES, FICHIERS OU AUTRES MÉDIAS ACTIVÉS].

MODULE PAIEMENT. En cas d'achat, nous recevons [RÉFÉRENCE DE TRANSACTION, STATUT, MONTANT, DEVISE ET INFORMATIONS DE FACTURATION]. Le paiement est traité par [PRESTATAIRE ET URL DE SA POLITIQUE]. Nous [DÉCRIRE EXACTEMENT LES DONNÉES DE CARTE REÇUES OU L'ABSENCE D'ACCÈS AUX DONNÉES COMPLÈTES]. Ne communiquez pas de numéro de carte à l'assistance.

Les champs obligatoires sont signalés au moment de la collecte. Sans ces informations, nous ne pouvons pas [CRÉER LE COMPTE / FOURNIR LE SERVICE / RÉPONDRE À LA DEMANDE SELON LE FORMULAIRE]. Les autres renseignements sont facultatifs.

3. Origine des données

Les données proviennent principalement de vos saisies et de votre utilisation du service. Les données techniques sont générées lors des connexions. Si vous utilisez [FOURNISSEUR DE CONNEXION EXTERNE], celui-ci nous transmet [CATÉGORIES EXACTES], après votre action de connexion.

MODULE COLLECTE INDIRECTE. Nous recevons aussi [CATÉGORIES] de [SOURCE PRÉCISE ET CARACTÈRE PUBLIC OU NON], pour [FINALITÉ]. Nous vous informons dans les délais applicables, notamment au plus tard au premier contact ou à la première communication à un destinataire lorsque ces événements interviennent avant l'échéance ordinaire d'un mois, sauf exception légale dûment justifiée.

4. Utilisations, fondements et durées

Les lignes ci-dessous ne s'appliquent qu'aux fonctions effectivement proposées. Les durées correspondent à notre politique réelle après personnalisation ; une conservation légale ou un litige peut justifier un archivage séparé, limité aux données nécessaires.

COMPTE ET SERVICE. Finalité : créer le compte, authentifier l'utilisateur et fournir [SERVICES]. Données : [LISTE]. Fondement : exécution du contrat lorsque le traitement est objectivement nécessaire au service demandé. Durée : pendant la relation, puis suppression sous [DÉLAI] après clôture. Inactivité : [DURÉE ET ACTION DÉCLENCHANT LE DÉLAI], après avertissement [PRÉAVIS]. Les droits d'accès à des contenus achetés restent préservés lorsque le contrat ou la loi l'impose.

ASSISTANCE. Finalité : répondre aux demandes et résoudre les incidents. Données : coordonnées, échanges et diagnostics nécessaires. Fondement : exécution du contrat pour son assistance ; intérêt légitime à répondre aux demandes générales pour les autres échanges, après examen de leur contexte. Durée : [DURÉE APRÈS CLÔTURE DU TICKET]. Les pièces étrangères au problème sont supprimées dès identification.

SÉCURITÉ. Finalité : prévenir les accès frauduleux, détecter les abus et assurer la continuité du service. Données : événements de connexion et journaux strictement utiles. Fondement : intérêt légitime à protéger les comptes et le système, sous réserve des droits des personnes. Durée courante : [DURÉE À JUSTIFIER]. Les traces d'un incident peuvent être isolées pendant [DURÉE / CRITÈRES LIÉS À L'ENQUÊTE OU AU LITIGE].

PUBLICATIONS ET MODÉRATION - MODULE. Finalité : héberger et afficher les contenus à l'audience choisie ; traiter les signalements. Données : contenus, identifiant, paramètres de visibilité et éléments de signalement. Fondements : contrat pour la publication demandée ; intérêt légitime à faire respecter les règles du service pour la modération ; obligation légale uniquement lorsqu'un texte applicable l'impose [TEXTE ET OBLIGATION]. Durées : [DURÉE DES CONTENUS] et [DURÉE DES DOSSIERS DE MODÉRATION], avec justification distincte.

FACTURATION - MODULE. Finalités : gérer les achats et conserver les pièces exigées. Données : identité de facturation, transactions, factures. Fondements : contrat pour la transaction ; obligation légale pour la conservation imposée par [TEXTE COMPTABLE / FISCAL APPLICABLE EN PF]. Durées : [DURÉE ACTIVE], puis [DURÉE D'ARCHIVAGE ET POINT DE DÉPART].

NEWSLETTER - MODULE. Finalité : envoyer les actualités et offres auxquelles vous vous êtes inscrit. Données : email et préférences. Fondement retenu dans ce modèle : consentement préalable, distinct de l'inscription au service. Durée : jusqu'au retrait ou [DURÉE MAXIMALE DEPUIS LA COLLECTE / LE DERNIER CONTACT ACTIF]. Chaque message contient un lien de désinscription. Une liste d'opposition minimale est conservée [DURÉE] pour éviter de vous solliciter à nouveau.

AUDIENCE - MODULE. Finalité : comprendre les usages de [PAGES / FONCTIONS]. Données : [ÉVÉNEMENTS ET IDENTIFIANTS EXACTS]. Fondement : [CONSENTEMENT POUR LA CONFIGURATION RETENUE / INTÉRÊT LÉGITIME APRÈS VÉRIFICATION D'UNE CONFIGURATION EXEMPTÉE DE CONSENTEMENT AUX TRACEURS]. Durées : [VIE DES TRACEURS] et [CONSERVATION DES DONNÉES]. L'exemption de consentement aux traceurs ne dispense pas de définir le fondement du traitement de données personnelles.

GESTION DES DROITS ET PREUVES. Finalités : répondre aux demandes et démontrer le respect de nos obligations. Données : demande, réponse et preuve proportionnée de vérification d'identité. Fondement : obligation légale. Durées : [DURÉES DIFFÉRENCIÉES]. Une copie d'identité éventuellement demandée n'est pas conservée au-delà de ce qui est nécessaire à la vérification, sauf justification spécifique.

5. Destinataires et visibilité

Seules les personnes habilitées accèdent aux données nécessaires à leurs missions : [ASSISTANCE, ADMINISTRATION, COMPTABILITÉ, MODÉRATION, AUTRES SERVICES RÉELS]. Nos prestataires interviennent selon leur rôle : [HÉBERGEMENT], [EMAIL TRANSACTIONNEL], [SAUVEGARDES], [PAIEMENT], [MESURE D'AUDIENCE]. Le détail des identités, fonctions et pays est disponible à [URL_LISTE_PRESTATAIRES] ou dans l'annexe publique [RÉFÉRENCE].

Les prestataires agissant pour notre compte reçoivent des instructions et des engagements adaptés de confidentialité et de sécurité. Certains destinataires, tels que [PRESTATAIRE DE PAIEMENT SI EXACT], peuvent agir pour leurs propres finalités décrites dans leur politique. Nous pouvons communiquer les données nécessaires aux autorités lorsqu'une demande légalement fondée l'exige, ou à nos conseils pour la défense de nos droits.

MODULE CONTENUS PUBLICS. Les éléments [PSEUDONYME, AVATAR, CONTENUS ET AUTRES CHAMPS EXACTS] deviennent visibles par [TOUS / MEMBRES / AUDIENCE CHOISIE]. Les espaces publics peuvent être indexés par les moteurs de recherche. Évitez d'y déposer des informations confidentielles ou des données de tiers sans motif légitime. La suppression de notre service ne garantit pas la disparition immédiate des copies réalisées indépendamment par des tiers.

6. Localisation et transferts

Les données principales sont hébergées en [PAYS / TERRITOIRE]. Les sauvegardes sont situées en [LIEUX]. Les accès d'administration et d'assistance sont réalisés depuis [LIEUX]. Le siège européen d'un prestataire n'exclut pas un accès depuis un autre pays.

CHOIX A - ABSENCE DE TRANSFERT CONCERNÉ APRÈS VÉRIFICATION. Aucun transfert soumis au régime des transferts internationaux applicable à nos traitements n'est réalisé en dehors de [PÉRIMÈTRE JURIDIQUE VÉRIFIÉ].

CHOIX B - TRANSFERTS IDENTIFIÉS. [DESTINATAIRE] reçoit ou consulte [DONNÉES] depuis [PAYS], pour [FINALITÉ]. Le transfert est encadré par [DÉCISION D'ADÉQUATION APPLICABLE AU DESTINATAIRE / CLAUSES CONTRACTUELLES TYPES ET MESURES COMPLÉMENTAIRES / AUTRE MÉCANISME VALABLE]. Une copie des garanties, expurgée si nécessaire des informations protégées, peut être obtenue à [CONTACT OU URL]. Une dérogation exceptionnelle ne constitue pas notre solution habituelle pour les transferts récurrents.

7. Cookies, stockage local et contenus tiers

Nous utilisons [LISTE EXACTE DES TECHNOLOGIES : COOKIES, LOCALSTORAGE, PIXELS, ETC.]. Les traceurs strictement nécessaires assurent [SESSION, AUTHENTIFICATION, SÉCURITÉ, MÉMORISATION DU CHOIX]. Les autres catégories, si activées, sont [AUDIENCE, PERSONNALISATION, PUBLICITÉ, MÉDIAS EXTERNES]. Elles restent désactivées avant votre choix lorsque le consentement est requis.

Vous pouvez accepter, refuser ou paramétrer les traceurs facultatifs depuis [BOUTON / LIEN PERMANENT], puis retirer votre accord avec la même facilité. Le refus ne bloque pas les fonctions qui n'en dépendent pas. Certains médias externes ne sont chargés qu'après votre accord ; une information contextuelle précise alors le fournisseur et l'effet du refus.

Inventaire public à renseigner pour chaque traceur : [NOM], [FOURNISSEUR ET RÔLE], [FINALITÉ], [DONNÉES], [DURÉE DE VIE], [CONSERVATION CÔTÉ SERVEUR], [EXEMPTÉ OU CONSENTEMENT], [PAYS / TRANSFERT]. Votre choix est mémorisé pendant [DURÉE]. L'acceptation des CGU n'est pas un consentement aux traceurs ou à la prospection.

8. Vos droits et leur exercice

Selon le traitement et les conditions légales, vous pouvez accéder à vos données, les rectifier, en demander l'effacement ou la limitation. Vous pouvez vous opposer, pour des raisons tenant à votre situation, à un traitement fondé sur un intérêt légitime, sous réserve des motifs permettant sa poursuite. L'opposition à la prospection est possible à tout moment, sans justification.

Vous pouvez demander la portabilité des données que vous avez fournies lorsque le traitement automatisé repose sur le consentement ou le contrat. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment ; ce retrait n'affecte pas la licéité des opérations antérieures. Vous pouvez également définir des directives concernant le sort de vos données après votre décès dans les conditions prévues par la loi.

Adressez votre demande à [EMAIL_VIE_PRIVEE] ou [ADRESSE POSTALE]. Précisez le droit exercé et les éléments permettant de retrouver les données. Nous ne demandons un justificatif supplémentaire d'identité qu'en cas de doute raisonnable et de façon proportionnée. L'exercice des droits est en principe gratuit ; les cas légalement prévus de demandes manifestement infondées ou excessives sont traités conformément aux textes.

Nous répondons sans retard injustifié, au plus tard sous un mois. Si la complexité ou le nombre de demandes le justifie, une prolongation de deux mois est possible ; vous en êtes informé dans le premier mois avec les motifs. En cas de refus, nous expliquons les motifs et les voies de recours. Vous pouvez saisir la CNIL, notamment via https://www.cnil.fr/fr/plaintes, sans obligation de nous contacter préalablement.

9. Sécurité et sauvegardes

Nous mettons en œuvre des mesures adaptées aux risques : [MESURES RÉELLES À PRÉCISER : GESTION DES HABILITATIONS, CHIFFREMENT DES COMMUNICATIONS, PROTECTION DES MOTS DE PASSE, JOURNALISATION, SAUVEGARDES ET TESTS DE RESTAURATION]. Aucune infrastructure ne peut garantir l'absence absolue d'incident. En cas de violation, nous prenons les mesures de remédiation et d'information requises par la réglementation.

Les données supprimées sont retirées des systèmes actifs sous [DÉLAI]. Les copies de sauvegarde sont renouvelées ou purgées sous [DÉLAI MAXIMAL]. Elles ne sont pas exploitées pour des usages courants. En cas de restauration, les suppressions et restrictions sont réappliquées selon [PROCÉDURE]. Les archives légales sont isolées, à accès restreint, puis supprimées à leur échéance.

10. Mineurs, automatisation et évolution

CHOIX MINEURS A. Le service est destiné aux personnes majeures. Si nous constatons la présence d'un compte ne respectant pas cette condition, nous examinons la situation et prenons les mesures appropriées, avec respect des droits de la personne.

CHOIX MINEURS B. Le service accueille des mineurs à partir de [ÂGE], selon [PROCÉDURE D'AUTORISATION ET DE PROTECTION]. Pour les traitements fondés sur le consentement dans l'offre directe de services de la société de l'information, le consentement est recueilli conjointement auprès du mineur de moins de quinze ans et du titulaire de l'autorité parentale. Cette règle ne détermine pas, à elle seule, la capacité de conclure un contrat.

CHOIX AUTOMATISATION A. Nous ne prenons aucune décision exclusivement automatisée produisant des effets juridiques ou vous affectant de manière significative de façon similaire.

CHOIX AUTOMATISATION B. Nous utilisons [SYSTÈME] pour [DÉCISION]. Son fonctionnement repose sur [DONNÉES, LOGIQUE ET CRITÈRES], avec [CONSÉQUENCES]. Le fondement autorisant cette décision est [FONDEMENT]. Les garanties et modalités de contestation, d'expression de votre point de vue et d'intervention humaine sont [PROCÉDURE].

En cas d'évolution importante, nous vous informons par [MOYEN]. Une nouvelle finalité est évaluée et portée à votre connaissance avant sa mise en œuvre ; un nouveau consentement est demandé lorsqu'il est nécessaire. Les anciennes versions sont disponibles sur demande à [CONTACT].

Annexe de préparation - ne pas publier

Configuration et durées à arrêter

Renseigner chaque couple finalité / données / fondement / durée. Ne pas cumuler plusieurs fondements au choix pour une même opération. L'intérêt légitime suppose une analyse de nécessité et de mise en balance documentée.

Les repères CNIL de deux ans d'inactivité et de trois ans pour certaines données de prospection sont des recommandations contextualisées, non des durées universelles. L'accès à des contenus numériques achetés peut exiger un traitement différent. Les journaux, factures, preuves et données d'identification des contributeurs peuvent relever de régimes distincts ; vérifier les textes applicables en PF et la qualification exacte du service avant de fixer leurs durées.

Renseigner l'inventaire réel des traceurs en inspectant l'application avant et après consentement. Ne pas déclarer un outil exempté sur son seul nom commercial. Documenter la qualification des flux liés à la Polynésie française : ne pas assimiler mécaniquement sa situation à celle d'un État membre de l'UE ni considérer tout flux comme automatiquement exempté.

Pour un SaaS traitant les données des clients professionnels sur leurs instructions, distinguer les traitements propres de l'éditeur et son rôle de sous-traitant. Prévoir un accord de traitement conforme aux exigences applicables, notamment celles correspondant à l'article 28, et la liste des sous-traitants ultérieurs. La présente politique ne remplace pas cet accord.

Pour des données de santé, biométriques, des enfants, du suivi massif, de l'IA ou un profilage à risque, réaliser une analyse spécifique : conditions de licéité, minimisation, analyse d'impact si nécessaire et règles sectorielles.

Références associées

[S4-S5] Cadre territorial : loi Informatique et Libertés et explication CNIL / DSI PF. [S6-S7] Transparence et droits : informations de collecte et délai de réponse. [S8-S9] Cookies et choix de l'utilisateur. [S10-S11] Conservation contextualisée. [S12-S13] Flux internationaux. [S14] Sécurité, sous-traitance et incidents. Voir SOURCES_ET_RECHERCHE.md.